

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement du Centre
Unité territoriale de Loir-et-Cher

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2013-253-0007

Objet : Mise en demeure de la société AXEREAL de respecter certaines dispositions pour les installations de stockage de céréales qu'elle exploite, zone industrielle les Bazinières, à MONTTOIRE-SUR-LE-LOIR.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement (titre I du livre V), et notamment l'article L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18/85 du 29 juillet 1985 relatif à l'extension des installations de stockage de céréales de la FRANCIADRE à Montoire-sur-le-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-1441 du 17 mai 1999 autorisant l'exploitation des installations de la coopérative LIGEA ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-062-0013 du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté n°99-1446 du 17 mai 1999 relatifs aux installations exploitées par l'Union coopératives agricoles AXEREAL sur le territoire de la commune de Montoire-sur-le-Loir ;

Vu les récépissés de changement d'exploitant du 17 septembre 2009 et 5 février 2010 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 27 mai 2013, établi suite à la visite de l'établissement intervenue le 23 mai 2013 ;

Considérant que l'inspection précitée a conduit à constater les faits suivants : l'absence de mise à jour de l'analyse du risque foudre pour le silo béton « cathédrale » suite à la suppression des chambres à poussières, la non réalisation de l'étude technique foudre pour le silo métallique et l'alimentation directe des demi-cellules B5 et B10 du silo béton cathédrale depuis les élévateurs E8 et E7 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2012, 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;

Considérant qu'il y a donc lieu de mettre la société AXEREAL en demeure de respecter ces dispositions ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a pas formulé d'observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article I : La société AXEREAAL, dont le siège social est situé 5 rue Léonard de Vinci, 45100 ORLEANS La Source, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, pour les installations de stockage de céréales qu'elle exploite à Montoire-sur-le-Loir, les dispositions des articles 3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2012 et des articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article II : En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article III : Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (articles L.514.6 et R.514-3-I du code de l'environnement) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article IV : Copie du présent arrêté sera notifié par envoi postal en recommandé avec accusé réception au représentant de la société AXEREAAL.

Copie de cet arrêté sera, également, adressée au Maire de Montoire-sur-le-Loir et à la DREAL Centre.

Article V : La Secrétaire Générale de la préfecture de Loir-et-Cher, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de Montoire-sur-le-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 10 SEP. 2013



Le Préfet,

A. L...

1309 10 SEP 2013